

sur ce chapitre sont de 1 milliard de dollars. Les organismes scientifiques ne l'obtiendront pas. Et pendant tout ce temps-là, les subventions pour la recherche scientifique et technologique des universités ont été réduites de 4 p. 100. Notre meilleure université sur ce chapitre est presque considérée maintenant comme un établissement de deuxième ordre.

● (1200)

Le gouvernement actuel doit combler les besoins qu'il a décrits lui-même. Il doit respecter sa parole en s'attaquant aux besoins réels dans le domaine de la recherche. Sinon, il nous fera une bien triste réputation comme l'ont rappelé tant de gens. Nous deviendrons un pays du tiers monde, économiquement parlant, et notre déficit actuel nous paraîtra une bagatelle dans quelques années d'ici.

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, par le projet de loi C-99, le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter 22 milliards de dollars. Je suis loin d'être sûr que nous pouvons lui faire assez confiance pour lui accorder ce pouvoir d'emprunt. Quand l'argent est en jeu, le gouvernement perd le Nord. Les ministériels ne savent plus où ils en sont ni ce qu'ils veulent. Ils ne savent ni où ni comment recueillir l'argent, quelles dépenses faire et lesquelles réduire. Ils ne savent pas réellement pourquoi effectuer des compressions. Ils n'ont pas la moindre idée de ce qu'ils font. Voyez les chiffres sur lesquels le gouvernement a fondé les prévisions de son budget. J'ose dire que transparaît dans ces chiffres le petit côté beau parleur irlandais du premier ministre et du ministre des Finances.

Dans le document budgétaire intitulé *Vers une expansion soutenue: Perspectives économiques du Canada, 1986-1991*, le gouvernement se contredit lui-même. Il fait l'affirmation suivante, à la page 23:

L'hypothèse faite dans les documents accompagnant ce budget qui traitent des Perspectives économiques et du Plan financier est que le prix de vente moyen d'un baril de pétrole de qualité équivalente au brut léger d'Arabie saoudite sera de \$22.50 US d'ici à la fin de 1986.

Si on se reporte toutefois à la page 21, au tableau 4 intitulé «Perspectives économiques internationales», on y voit inscrit le prix du brut léger d'Arabie saoudite à \$23.88 US dans la colonne pour 1986. A quatre pages de distance dans le même document, le gouvernement prédit deux prix moyens différents pour 1986. En plus, le prix est en ce moment beaucoup plus bas. Comme le trimestre de 1986 est presque terminé, pour arriver à cette moyenne de \$23.88 US le baril, il va falloir que le prix moyen soit beaucoup plus élevé le reste de l'année. Aujourd'hui, le 17 mars, nous constatons que le pétrole coûte \$12 US le baril. Les chiffres du gouvernement ne tiennent pas debout. Ils sont insensés et ils sont établis par un gouvernement qui nous demande maintenant 22 milliards de plus. Je vous pose la question, monsieur le Président, pouvons-nous en toute quiétude confier de l'argent à ce gouvernement, sans parler de ces 22 milliards supplémentaires?

Les députés de la majorité devraient vérifier dans les journaux d'aujourd'hui quelles sont les prédictions courantes concernant les cours pétroliers. La plupart des députés savent sans doute que les membres de l'OPEP qui se sont réunis en fin de semaine n'ont pas réussi à s'entendre sur un moyen de freiner la dégringolade des cours pétroliers mondiaux. Le ministre des pétroles de l'Arabie saoudite, le cheik Yamani, a prédit que les

Pouvoir d'emprunt—Loi

cours pétroliers pourraient descendre jusqu'à \$8 US le baril, ce qui est loin des estimations dont le ministre des Finances (M. Wilson) fait état dans les *Documents budgétaires*. Son prix estimatif signifie que le gouvernement sous-estime le déficit de plusieurs milliards de dollars.

Par ailleurs, on peut lire à la page 29 de ce même document:

... il a été supposé ici que les tensions subies récemment par le dollar canadien seraient temporaires et qu'en conséquence, comme on s'attend généralement à une légère détente des taux d'intérêt aux États-Unis en 1986, les taux d'intérêt à court terme devraient se situer à 9.5 p. 100 en moyenne en 1986...

Les taux d'intérêt sont aujourd'hui beaucoup plus élevés. Là encore, le ministre suppose que les intérêts vont descendre bien au-dessous de 9.5 p. 100 le reste de l'année pour arriver à cette moyenne. Mais cela ne se produira pas sous ce gouvernement.

Que faut-il conclure de tout cela? Que l'incompétence du gouvernement va aggraver nos problèmes financiers et saper encore plus la confiance que les autres pays mettent dans le gouvernement et l'économie du Canada. Les résultats pourraient être désastreux pour le Canada.

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Je suis heureux que le gouvernement ait fait quelque chose au sujet des procédures que notre Chambre suit à propos du budget, du pouvoir d'emprunt et de notre structure financière. Je pense que c'est une excellente chose de présenter simultanément le budget et la loi portant pouvoir d'emprunt, et que cela permet aux Canadiens représentés au Parlement de mieux examiner la structure de nos finances. Il faut féliciter le gouvernement de cette initiative.

● (1210)

Cela dit, d'autres membres de mon parti et moi-même avons appuyé cette initiative en pensant qu'elle aurait une certaine valeur. Il devient toutefois manifeste que l'on peut mettre en place correctement cette procédure sans qu'elle ait de grande répercussion sur la planification financière du gouvernement. En l'occurrence, cela ne nous sert pas à grande chose que ce projet de loi portant pouvoir d'emprunt soit soumis à la Chambre en même temps que le budget. Nous ne disposons toujours pas des politiques et de la planification financière nécessaires pour éliminer le déficit, que le gouvernement a si manifestement placé au centre de notre débat actuel.

Quand les Canadiens peuvent envisager tout l'ensemble, ils sont mieux à même de juger des causes et des effets des mesures prises par le gouvernement. C'est peut-être une très bonne chose, quand la ministre d'État aux Finances (M^{me} McDougall) et d'autres membres du gouvernement parcourent le pays pour essayer de faire passer le budget, de créer la confiance en ce que fait le gouvernement. Le gouvernement s'est éparpillé à travers tout le pays pour vendre son produit, mais la vente de ce produit commence à devenir douteuse.

Ma circonscription a reçu la visite de deux ministres du cabinet ces dernières semaines. Prince Albert n'avait probablement pas reçu autant d'attention depuis la tentative infructueuse d'invasion lors des dernières élections, où 57 membres du caucus conservateur étaient venus à Prince Albert, certains d'entre eux plusieurs fois. Le ministre des Transports (M. Mazankowski) et le ministre des Affaires extérieures (M. Clark) sont venus dans ma circonscription plusieurs fois lors de la campagne électorale.